

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 19/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL GRANITARN CARRIERES

260 Route du Lac du Merle
81100 Burlats

Références : 81-CARMIN--2024-52
Code AIOT : 0006803500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Plamborde 81100 Burlats. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Plamborde 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803500
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière, objet de la présente inspection, située à Plamborde sur la commune de Burlats, a changé d'exploitant en juin 2023. En effet, la société qui exploitait précédemment cette installation a été placée en liquidation judiciaire. La société GRANITARN, qui possédait déjà l'autorisation d'exploiter cinq autres carrières dans le Sidobre, a donc repris l'exploitation de ce site. Les blocs de granit extraits sont transformés en tranches, dalles et produits pour l'aménagement urbain et la construction de monuments.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Borne de nivellement	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Zone non exploitée	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG 7	Demande d'action corrective	1 mois
6	Accès à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG 11	Demande d'action corrective	1 mois
10	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article CE 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Bande des 10 mètres	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article CE 9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 4	Sans objet
8	Décapage coordonné	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article CE 3	Sans objet
9	Côtes d'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article CE 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Granitarn, depuis la reprise des installations en juin 2023, a débuté l'exploitation des matériaux sur ce site à l'été 2024.

Les constats réalisés sur site relèvent en grande partie de non-conformités relatives aux conditions d'exploitation, au bornage, aux clôtures. Cependant, l'exploitant a engagé rapidement la mise en œuvre de mesures correctives permettant d'assurer la conformité des installations.

Par ailleurs, l'exploitation réalisée sur ce site étant déconnectée des plans de phasages inclus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, il s'avère nécessaire pour la société Granitarn de déposer un dossier de porter à connaissance visant à actualiser ce phasage au regard de l'exploitation passée réelle de ce site et des projections d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Quantité produite
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est de 6900 tonnes
Constats : La société GRANITARN a repris l'exploitation de ce site en 2023 (changement d'exploitant acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2023). L'exploitant n'a pas extrait de matériaux sur l'année 2023. Pour 2024, la production est de 175,71 m3 soit 472 tonnes (production sur environ 2 mois).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP 2
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre autorisé
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue, à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation. A cet effet, des bornes (ou autre repère fixes) sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspection. L'exploitant doit veiller à ce que ces repères restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Le plan matérialisant la position des repères est à joindre à la déclaration de début d'exploitation.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas présenté de plan de bornage, et il n'a pas été possible de constater la présence de borne. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan de bornage de janvier 2012 transmis par l'ancien exploitant ainsi que des photos de points de repères des limites du site. Cependant, le caractère permanent de certains repères n'étant pas garanti, il s'avère nécessaire d'actualiser ces repères. L'exploitant a transmis un bon de commande auprès d'un géomètre pour la mise en place de bornes aux points nécessaires avec une intervention prévue le 25 novembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant justifie de l'actualisation de ces repères/bornes dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Borne de nivellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP 3
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre autorisé
Prescription contrôlée : En complément au bornage prévu à l'article précédent, l'exploitant met en place des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire pour vérifier les côtes minimales de l'extraction autorisée et en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence d'une borne de nivellement dans l'emprise de la carrière. Cependant, l'exploitant a transmis, postérieurement à l'inspection, un bon de commande auprès d'un géomètre pour la pose d'une borne de nivellement avec une date d'intervention le 25 novembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à transmettre à l'inspection le justificatif d'implantation d'une telle borne dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Zone non exploitée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP 4
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre autorisé
Prescription contrôlée : Les différentes zones non exploitables sont délimitées par des bornes (ou repères fixes) maintenues visibles et en bon état pendant la durée de l'autorisation, notamment la zone de protection des ruisseaux, d'une largeur de 30 mètres, en bordure des parcelles cadastrées section AY n°71, 72 et 73
Constats : Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de délimitation des zones non exploitables (zones de protection des ruisseaux) permettant de garantir une exclusion de ces zones de la zone d'exploitation. Cependant, les zones actuellement exploitées ne se situent pas à proximité du ruisseau du Lézert,

<p>et sont séparées de celui-ci par une piste d'accès.</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a entrepris la pose de clôtures autour des installations matérialisant le recul de 30 mètres imposé autour du ruisseau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera, dans un délai d'un mois, la mise la place de la clôture permettant d'exclure de toute extraction les zones non exploitables.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG 7</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registres et Plans</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000e ou à une échelle plus grande, sur lequel figure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci, - les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, - les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, - la position des ouvrages à préserver.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan d'exploitation réalisé le 15 octobre 2024 sur lequel figure : les limites d'autorisation, le relevé des pistes d'exploitation et des zones exploitées avec l'altimétrie correspondante.</p> <p>Le plan ne présente pas la bande des 50 mètres autour du périmètre autorisé ni la position des ouvrages à préserver.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'est engagé à transmettre un plan d'exploitation conforme aux dispositions de l'article DG 7 dans un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Accès à l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article TP1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Accès au site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant est tenu de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Lors de la visite de site, il a pu être constaté la présence d'une barrière à l'entrée de site et d'un panneau précisant l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation et l'objet des travaux. Le panneau ne présente pas l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à mettre en place cet affichage et le justifier à l'inspection dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article DG 11
Thème(s) : Situation administrative, Accès au site
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées.
Constats : Lors de la visite de site, l'inspection a constaté la présence d'une clôture uniquement une partie de la limite d'exploitation au Nord-Est du site. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a entrepris la pose de clôtures sur l'ensemble du périmètre d'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera, dans un délai d'un mois, l'installation de clôtures ceinturant l'ensemble des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Décapage coordonné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article CE 3

Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains est limité aux besoins de la phase en cours d'exploitation.
Constats : Les zones actuellement décapées correspondent aux zones en cours d'exploitation. La société Granitarn procède à "l'ouverture" de la carrière, c'est à dire à un modelage de fronts d'exploitation et de pistes d'accès conformes aux dispositions applicables et permettant une exploitation optimale du gisement de granit. Une seconde zone, située au Nord du site, fait l'objet d'une exploitation uniquement pour le dépôt des terres végétales et des stériles d'exploitation. Cette zone ne fait pas l'objet d'extraction actuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Côtes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article CE 6
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction portera sur une épaisseur maximale de 10 mètre et une côte minimale en fond d'excavation de 373 mètres NGF.
Constats : La prescription prévoit une côte d'extraction à 373 m NGF. Cependant, cette côte ne semble pas cohérente avec les plans de phasages présents dans l'arrêté d'autorisation et avec les conditions d'exploitations réelles du site. Cette prescription apparaît donc inadaptée. L'exploitant étant invité à actualiser le phasage d'exploitation (cf constat n°10); il apparaît opportun d'actualiser également les côtes d'extraction prescrites dans l'arrêté préfectoral en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article CE 8
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> - l'extraction des matériaux est réalisée en fouille et à sec, - l'extraction des matériaux est effectuée sur deux secteurs : - secteur sud-ouest : sens d'exploitation nord-ouest/sud-est - secteur nord-est : sens d'exploitation nord-est/sud-ouest

Constats :

Les conditions d'exploitation ne respectent pas les phasages définis dans l'arrêté préfectoral en vigueur. En particulier, la temporalité du phasage s'avère déconnectée de celle prescrite. L'arrêté d'autorisation arrivant à échéance en 2029 ou 2031 suivant les parcelles, l'exploitation actuelle devrait correspondre à la 4ème ou 5ème tranche quinquennale. Or, l'extraction de matériaux sur le secteur nord-est n'a été que peu réalisé par le précédent exploitant, et l'extraction sur le secteur sud-ouest n'est pas réalisé suivant la même dynamique que celle prévue par les plans de phasage.

Un bon de commande auprès de la société Artifex pour réalisation d'un dossier de porter à connaissance permettant l'actualisation du phasage a été transmis par la société GRANITARN avec un échéance au 20 décembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à actualiser les plans de phasage de l'exploitation en déposant auprès de l'inspection un dossier de porter à connaissance au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement accompagné de tous les éléments d'appréciation liés aux impacts des modifications apportées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Bande des 10 mètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article CE 9

Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone exploitée.

Constats :

Les zones actuellement exploitées ne sont pas situées dans la bande des 10 mètres. Cependant, lors de l'inspection, cette bande n'était pas matérialisée.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a entrepris la pose de clôtures en périphérie de la zone d'exploitation. Cette clôture est prévue d'être disposée à 10 mètres à minima des limites de la zone autorisée en exploitation pour garantir le recul de 10 mètres prescrit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera, dans un délai d'un mois, de la pose effective de cette clôture et de sa localisation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois